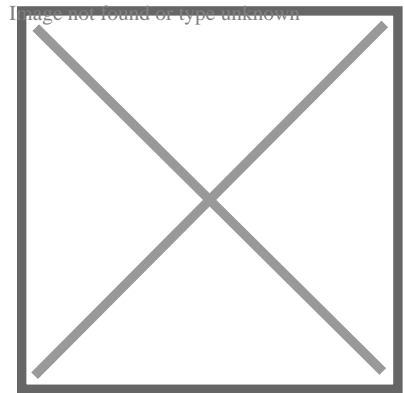

La sexualité, cheval de Troie des eurosceptiques en Lettonie

Description

Le 6 novembre 2014, Edgars Rink?vi?s, le ministre letton des Affaires étrangères, annonce publiquement son homosexualité dans un tweet laconique. Les réactions ne se font pas attendre et les réseaux sociaux lettons s'enflamment. Quelques messages de soutien, mais principalement des répliques virulentes en provenance des défenseurs des valeurs traditionnelles et des eurosceptiques de tous bords.

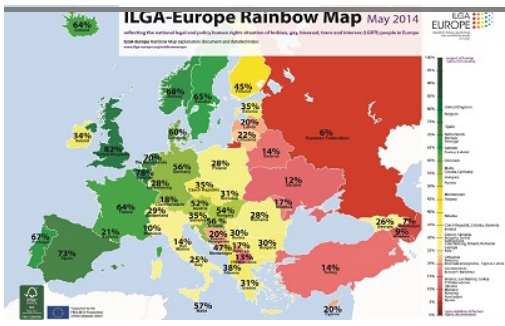
Alors qu'à l'ouest de l'Europe l'homosexualité se banalise, en Lettonie elle reste un sujet sensible. À peine évoquée, celle-ci cristallise une opposition éclectique qui, bousculant l'organigramme idéologique traditionnel letton, réunit des ultra-conservateurs, des activistes russophones, des non-citoyens ou encore des religieux. Leurs points communs? Leur euroscepticisme et la défense des valeurs traditionnelles.

J?nis Lulle et Vladimirs Lindermans illustrent ce propos: ils sont totalement opposés sur l'échiquier politique. Le premier est un fervent nationaliste letton, porte-parole bénévole de l'organisation pro-life Asoci?cija ?imene[1]. Le second est un célèbre activiste des droits des Lettons russophones[2]. Au travers de la parole de ces deux défenseurs des valeurs conservatrices, cet article propose une analyse géopolitique de l'homosexualité en Europe.



La sexualité en Lettonie comme outil d'analyse géopolitique

Aujourd'hui, le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TCE), qui prescrit les principes fondamentaux des institutions politiques de l'UE, contient dans son article 13 la motion suivante: « Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, et dans les limites des compétences que celui-ci confère à la Communauté, le Conseil, statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.»[3] Si elle peut sembler symbolique, cette motion confère surtout aux États membres et à la communauté européenne le pouvoir de punir tout manquement à cette résolution.



Pourtant, la carte ILGA-Europe révèle l'existence de deux Europes opposées en matière de traitement des communautés LGBT. Construite autour du «Rainbow index» –qui est un ensemble de critères classés en six catégories (lois et politiques anti-discriminations, reconnaissance familiale, etc.)– elle expose le niveau de respect des pays européens quant à l'accession des minorités sexuelles aux droits humains fondamentaux[4]. Ainsi, à l'Ouest, la majorité des pays fondateurs de l'UE ont mis en place des politiques positives en reconnaissant l'orientation sexuelle comme un droit fondamental. En revanche, à l'Est, les pays ayant intégré l'Union lors de la cinquième vague (2004-2007) tardent pour la plupart à s'adapter aux normes recommandées. La Russie –qui a l'indice le plus bas de cette carte– fait figure de référence en matière de répression. En usant de son soft-power auprès de «l'étranger proche», elle propose aux anciens pays satellites de l'URSS une alternative au modèle occidental en se portant garante des valeurs familiales et chrétiennes.

La Lettonie, zone tampon entre la Russie et l'UE, navigue régulièrement entre «modernité démocratique» et valeurs traditionnelles. Elle illustre ainsi cette fracture géopolitique établie autour de la représentation du sexe en politique. Si elle est parfaitement intégrée à l'Occident (OTAN, zone euro, présidence du conseil de l'Europe durant le premier semestre 2015) et a fait ses preuves en matière d'économie et d'institutions démocratiques, elle cède sa place de bonne élève lorsqu'il s'agit de libéralisation des mœurs. Régulièrement pointée du doigt par des ONG concernant son mutisme quant à l'orientation sexuelle dans ses politiques antidiscriminatoires, elle n'a pas hésité en 2005 à ajouter à sa Constitution un article empêchant le mariage aux couples de même sexe: «L'État protège et soutient le mariage –l'union entre un homme et une femme–, la famille, les droits des parents et de l'enfant.»[5]

Les représentations, nerfs de la guerre

En Lettonie, le débat divise régulièrement l'opinion publique et est révélateur des représentations que certains portent à l'égard de l'homosexualité. Le slogan «Non à l'Eurosodomie», scandé de Kiev à Riga en passant par Varsovie, en est l'illustration[6]. En cherchant à interpeller, la phrase réduit la question homosexuelle à une pratique sexuelle appartenant supposément au milieu gay, occultant ainsi tout un pan des communautés LGBT. En réalité, la figure patriarcale de l'homme sur le territoire est-européen est très forte et l'homosexualité masculine souvent assimilée à la stérilité, la déviance et par conséquent à la destruction des valeurs familiales.

Pour J.Lulle, les impératifs «sont la protection de la famille, les enfants et la vie». Cette défense de la famille nucléaire traditionnelle prend ses racines dans l'idée que l'homosexualité serait un danger pour ce que V.Lindermans appelle, lui, «le code biblique». Le mariage gay «a peu à voir avec le sexe», affirme-t-il. «C'est une tentative de modification de la nature de l'homme en tentant de détruire le soi-disant « Code biblique »: Dieu créa l'homme et la femme. Mais c'est toute la culture humaine existante qui sera détruite, car tout ou presque a été construit autour de la description de la relation entre l'homme et la femme. Je suis contre le mariage gay.

»

En réalité, les débats sur le mariage gay ont eu pour conséquences de politiser ces représentations et de structurer une opposition à travers toute l'Europe. La vague anti-mariage gay a ainsi déferlé en Lettonie, faisant de l'homosexualité le catalyseur des discours eurosceptiques et hétéronormatifs tout en louant les valeurs de la nation et de la famille, deux thèmes particulièrement porteurs dans ce pays. V.Lindermans résume sa position: *«Les déviances ont le droit d'exister, mais elles ne doivent pas se présenter comme une habitude. Par exemple, j'aime le whisky et la vodka, mais je ne vais pas à l'école pour les promouvoir. Je suis contre l'homosexualité comme norme, mais je ne veux pas m'ingérer dans la vie personnelle des gens. Pourtant, les élites européennes le font à travers l'homosexualité, le mariage homosexuel et l'idéologie de la théorie du genre.»* J.Lulle ne veut même pas entendre parler de mariage puisque, pour lui, l'homosexualité et l'homophobie *«sont des constructions qui visent à désunir les gens.»* *«L'homosexualité est une maladie mentale. Le mot homophobie est construit sur la même base que phobie, ils essaient de nous faire croire que nous sommes les malades. Mais ce sont EUX, pas NOUS!».*

Ces représentations négatives de l'homosexualité ne se résument pas à quelques cas isolés puisqu'elles sont également visibles au sein des élites politiques. Les députés européens de Lettonie figurent parmi les plus virulents à ce sujet au Parlement européen en votant systématiquement contre les propositions en faveur des minorités sexuelles.

Vers un conflit civilisationnel ?

Ce décalage discursif se vérifie plus largement entre les États post-soviétiques et le reste du territoire européen. Aujourd'hui, le conflit Est/Ouest issu de la guerre froide se traduit en termes sexuels. Les territoires post-soviétiques qui essaient de s'intégrer à l'UE reconstruisent leur nation et ne peuvent se détacher des valeurs traditionnelles qui sont le socle commun d'un pays. La sexualité devient dès lors un élément primordial dont la Russie se sert régulièrement pour faire reculer les envies d'adhésion ou d'intégration à l'UE et, par ricochet, en ralentissant certaines propositions au Parlement européen.

Il semblerait que cela soit lié à une différence de perception des mœurs sexuelles. Pour V.Lindermans, *«l'Union soviétique avait un niveau assez élevé de liberté sexuelle. Plus élevé que dans de nombreux pays occidentaux»* car *«les pays catholiques et protestants sont convaincus que le sexe est un péché»*. Néanmoins, selon lui, la vraie rupture se situerait davantage au niveau des perceptions que l'Occident et la Russie auraient des droits et des besoins liés à la sexualité. Il s'explique: *«Pour le peuple russe, 'pouvoir' ne signifie pas 'avoir besoin'. Si l'homosexualité n'est plus poursuivie, cela ne signifie pas que l'homosexualité est bonne. Il ne faut plus y prêter attention. Dans la tradition occidentale 'pouvoir' signifie 'avoir besoin'. C'est-à-dire que si l'homosexualité n'est plus un crime, elle devient une activité normale. Les Russes vivent sur les lois orales, les Occidentaux sur les lois écrites. L'homme occidental pense que si la Russie a adopté une loi contre la propagande gay, alors les homosexuels sont persécutés. Ce n'est pas ça.»*

Pour J.Lulle le problème se situerait davantage au niveau institutionnel qui, actuellement, bloquerait le principe de subsidiarité auquel chaque nation a droit. Pour lui, il faut se battre *«contre cette propagande qui arrive d'Europe et qui est très agressive.»* *«Nous devons créer un lien entre nos actions pour lutter au mieux contre les décisions du Parlement européen. Nous ne pouvons pas accepter de recevoir des ordres venus d'autres pays, nous sommes une nation. Tout le monde a peur de perdre le droit de revendiquer son identité.»*. À tel point qu'une alliance avec les russophones est

pour lui plus que nécessaire: «*Historiquement, la Lettonie est un État binaire. Mais nous avons besoin des russophones. L'Europe veut faire taire notre mouvement, alors ils sont nos meilleurs alliés.*» Une alliance inédite des ultra-conservateurs et des activistes russophones, pour un conflit d'un «genre» nouveau?

L'avenir de l'Europe reste incertain, néanmoins il est clair qu'aujourd'hui se joue un tournant pour celle-ci. Les extrêmes gagnent du terrain et les eurosceptiques sont de plus en plus audibles. Le sexe apparaît comme étant une frontière géopolitique révélatrice des liens unissant les porteurs des valeurs traditionnelles de tous bords, du rouge-brun Lindermans au chrétien-nationaliste Lulle. Si la sexualité est pour les eurosceptiques un outil de cohésion puissant, elle est aussi un des leviers de «soft-power» de la Russie. Certaines alliances entre mouvements réactionnaires et gouvernement russe ont déjà eu lieu, reste à savoir quel impact politique cela aura sur l'échiquier européen.

Notes :

[1] Les principaux combats de ce mouvement pro-life letton sont la lutte pour le respect des valeurs familiales traditionnelles. J.Lulle y milite activement pour prôner une «famille naturelle». Il se dit profondément chrétien et fervent nationaliste. Les propos de J.Lulle ont été recueillis par M.Mégret en novembre 2014.

[2] V.Lindermans est un activiste politique membre du Parti national bolchévique. Il est non-citoyen, c'est-à-dire citoyen letton privé de certains droits civiques et sociaux. En 1990, il créa le premier journal érotique soviétique. Cf. [Olga Procevska, «La pornographie contre le communisme», *Regard sur l'Est*, 1er décembre 2011.](#)

Mais il se fait aujourd'hui régulièrement le contempteur de l'Union européenne en dénonçant la politisation des mœurs. Cf. [J. Lester Feder & Anton Lysenkov, «How The Father Of Soviet Pornography Became A Crusader Against "Gay Propaganda"», *Buzzfeed*, 28 novembre 2014.](#))

Il milite activement pour l'indépendance de la région lettone située le long de la frontière russe, la Latgale. Les propos de V.Lindermans ont été recueillis par L.Aubin en mars 2015.

[3] Cf. europarl.europa.eu

[4] Cf. ilgaeurope.org

[5] Cf. saeima.lv

[6] Ce fut, par exemple, l'un des slogans des manifestants anti-Maïdan en Ukraine.

Vignette : Riga, rue de l'École (Lukas Aubin, 2014).

* Diplômé de l'Institut Français de Géopolitique (IFG, Paris VIII).

** Doctorante à l'Université Paris-Sud.

date créée

02/04/2015

Champs de Méta

Auteur-article : Lukas AUBIN* et Maëlle MEGRET**